

| |
|---|
| CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE TOURS Séance du 7 juin 2021 |
|---|

DÉLIBÉRATION n°2021-51

Le conseil d'administration s'est réuni le lundi 7 juin 2021 en séance plénière, sur convocation du Président de l'université, adressée le vendredi 28 mai 2021.

Point de l'ordre du jour :

4.3. Désignation de membres à la fondation Philippe-Maupas.

.....

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université de Tours,
Vu les propositions du Président de l'université,

Exposé de l'avis :

Conformément à l'article 6.1. des statuts de la fondation Philippe-Maupas, le collège des représentants de l'université du conseil d'administration comprend 20 membres désignés par le Président de l'université, après avis du conseil d'administration de l'université. Le conseil d'administration doit donc émettre un avis sur la proposition du Président.

Proposition d'avis soumis au conseil :

- désignation des membres suivant au collège des représentants de l'université au conseil d'administration de la fondation Philippe-Maupas (liste en p.j.) :

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration émet l'avis suivant :

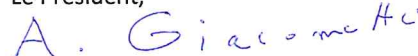
| | |
|---|-----------|
| Nombre de membres constituant le conseil : | 36 |
| Quorum : | 18 |
| Nombre de membres participant à la délibération : | 30 |
| Abstentions : | 4 |
| Votes exprimés : | 26 |
| Pour : | 26 |
| Contre : | 0 |

Pièces jointes :

- liste des membres proposés et statuts de la fondation Philippe Maupas.

Fait à Tours, le 8 juin 2021

Le Président,



Arnaud Giacometti

| | |
|---|--|
| Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable au secrétariat de la direction des affaires juridiques | Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 11 JUIN 2021 |
| | Transmise au Recteur le : 11 JUIN 2021 |

Collège des représentants de l'université de Tours 2021

| Prénom NOM | Fonction | UFR |
|--------------------------|---|---------------|
| Arnaud GIACOMETTI | Président | |
| Lionel APETOH | PU-PH | UFR Médecine |
| Guillaume BACLE | PU-PH | UFR Médecine |
| Catherine BEAUMONT | Vice-présidente Recherche, relations avec les grands organismes et collectivités territoriales | |
| Eric BRICOUT | Responsable service partenariats, innovations et valorisation | SPIV |
| Marc CLASTRE | PU-PH | UFR Pharmacie |
| Sylvie CROCHET | Directrice de cabinet | |
| Isabelle DIMIER-POISSON | Enseignant chercheur | UFR Pharmacie |
| Patrice DIOT | Doyen | UFR Médecine |
| Selma JOSSO | Vice-présidente partenariats avec la société civile et le monde économique | |
| Florent MALRIEU | Vice-président Formation et vie universitaire | |
| Véronique MAUPOIL | Directrice | UFR Pharmacie |
| Philippe ROINGEARD | PU-PH | UFR Médecine |
| Loïc VAILLANT | PU-PH | UFR Médecine |
| Patrick VOURC'H | PU-PH | UFR Médecine |
| Hervé WATIER | PU-PH | UFR Médecine |

Certains membres prendront leurs fonctions dans les prochaines semaines.

STATUTS

FONDATION PARTENARIALE

PHILIPPE-MAUPAS

« *HEALTH CARE AND WELL-BEING CREATIVE CLASS* »

Fondation Partenariale régie par :

- L'article L. 719-13 du code de l'éducation
- La loi n°87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat
- Le décret n°91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n°90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprises et modifiant les dispositions de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatif aux fondations.

Siège social :

Fondation Partenariale Philippe-Maupas
Université de TOURS
60 rue du Plat d'Étain – BP 12050
37020 TOURS Cedex 1

Les soussignés,

- 1) La société **ACM PHARMA SAS**, sise 34-36, avenue du 21 août 1944 45270 BELLEGARDE, représentée par Eric PETAT, Président ;
- 2) La **CHAMBRE DE COMMERCE et d'INDUSTRIE DE TOURAINE**, sise 4 bis rue Jules Favre BP 41028 37010 TOURS, représentée par Philippe ROUSSY, Président ;
- 3) La société **CHIESI**, sise 13 rue Mickael Faraday Z.I. Les Gailletrous 41260 LA CHAUSSEE-SAINT-VICTOR, représentée par Franck VILIJN, Directeur Industriel ;
- 4) Le pôle de compétitivité **COSMETIC VALLEY**, sis 1 Place de la Cathédrale 28000 CHARTRES, représenté par Marc-Antoine JAMET, Président ;
- 5) Le groupement industriel **GREPIC**, sis 6 rue Pierre et Marie Curie 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE, représenté par Franck VILIJN, Président ;
- 6) Le **Groupe IMT**, association loi 1901, sis 38-40, avenue Marcel Dassault 37206 TOURS, représentée par Monsieur Hervé GALTAUD, Directeur Général ;
- 7) La société **INNOTHERA CHOUZY**, sise rue René Chantereau 41150 CHOUZY-SUR-CISSE, représentée par Marc CUDELOU, Directeur d'établissement ;
- 8) **Les Laboratoires CHEMINEAU**, sis ZA de l'Etang Vignon CS 30003 37210 VOUVRAY, représentés par Hubert de PONTBRIAND, Président ;
- 9) La société **LEO Pharma**, sise 39 Route de Chartres CS 13059 Vernouillet 28109 DREUX, représentée par François HOUBART, Directeur Opérations Industrielles France ;
- 10) La société **Novasep**, sise 39 rue Saint-Jean-de-Dieu 69007 Lyon, représentée par Michel SPAGNOL, Chairman & CEO ;
- 11) Le cluster **POLEPHARMA**, sis 4 bis rue Fessard 28000 CHARTRES, représenté par Fabien RIOLET, Directeur Général ;
- 12) La société **RECIPHARM MONTS**, sise 18 rue de Montbazon 37260 MONTS, représentée par Michel SAUDEMONT, Directeur Général ;
- 13) La société **SERVIER**, sise 905 Route de Saran 45520 GIDY, représentée par Patrice MARTIN, Directeur des Etablissements industriels du Loiret ;
- 14) **L'Université de Tours**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 60 rue du Plat d'Étain, BP 12050, 37020 Tours Cedex 1, représentée par Philippe VENDRIX, Président.

Ci-après désignés par « les fondateurs »,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Fondation partenariale ci-après désignée « Fondation » devant exister entre eux.

ARTICLE 1 : CADRE JURIDIQUE

Il est procédé à la prorogation d'une Fondation partenariale régie par :

- l'article L. 719-13 du Code de l'éducation ;
- la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;
- le décret n°91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n°90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprises et modifiant les dispositions de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations.

ARTICLE 2 : DENOMINATION

La présente Fondation partenariale est dénommée :

PHILIPPE-MAUPAS

Ci-après désignée par la « Fondation ».

Après l'arrêté de la rectrice de l'académie d'Orléans-Tours en date du 20 décembre 2012, la création de la Fondation a été autorisée par publication dans le Bulletin Officiel de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 20 juin 2013.

ARTICLE 3 : SIEGE

Le siège de la Fondation est situé au

60 rue du Plat d'Étain – BP 12050

37020 Tours Cedex 1 – France

Le transfert du siège de la Fondation sera notifié au recteur concerné, ou aux deux recteurs concernés dès lors qu'il y a changement d'académie, ainsi qu'au préfet ou aux deux préfets intéressés s'il y a changement de département.

Le transfert du siège de la Fondation doit faire l'objet d'une autorisation du recteur de l'académie et d'une publication au Bulletin officiel du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ARTICLE 4 : OBJET ET PROGRAMME D' ACTIONS

4.1. Dans le respect de la mission de service public de l'enseignement supérieur telle que définie à l'article L 123-3 du code de l'éducation, la Fondation a pour objet de soutenir les projets de l'université de Tours dans la filière Santé & Bien-être.

4.2. Pour réaliser son objet, la Fondation a pour programme trois actions prioritaires :

- le soutien à la construction d'une plateforme d'innovation pour l'enseignement et la recherche (le Bio³ Institute),
- le financement de bourses, de chaires d'excellence, de projets de recherche, d'équipements, le recrutement ou la prise en charge de personnes physiques, afin de permettre la fertilisation croisée recherche publique-recherche privée et favoriser le développement de l'activité industrielle dans le domaine de la Santé et du Bien-Etre.
- l'animation et l'organisation d'événements pour accroître la visibilité des membres fondateurs et de leurs partenaires au niveau régional, national et international sur la filière Santé & Bien-Etre.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Fondation prorogée est fixée à 5 ans à compter de la date de publication au Journal Officiel des Associations et Fondations d'Entreprises (JOAFE).

La Fondation pourra être à nouveau prorogée pour une durée au moins égale à 5 ans. La décision de participer à la prorogation relève de la décision de chaque fondateur.

Lors de la prorogation, les fondateurs qui souhaitent continuer à participer à la Fondation s'engagent sur un nouveau programme d'action pluriannuel au sens de l'article 19-7 de la loi du 23 juillet 1987. La prorogation est autorisée dans les formes prévues pour l'autorisation initiale.

Lors de la prorogation, de nouveaux fondateurs peuvent s'engager sur le nouveau programme d'action pluriannuel.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

6.1. La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de 39 membres, répartis en trois collèges comme suit :

- Le collège des représentants de l'université est composé de 20 personnes physiques désignées par le Président de l'Université de Tours. Cette désignation a lieu après avis du Conseil d'administration de l'université. Au moins un représentant des personnels de l'EPSCP fondateur doit figurer au Conseil d'administration.
- Le collège des représentants des autres membres fondateurs est composé de 6 représentants désignés par le Club des Fondateurs.

- Le collège des personnalités qualifiées est composé de 13 personnes physiques choisies par les fondateurs ou leurs représentants pour leur faculté de contribution aux travaux de la Fondation et/ou leur expérience dans ses domaines d'intervention et/ou leur compétence dans le domaine territorial et nommées lors de la première réunion constitutive du Conseil d'administration.

6.2. Le Conseil d'administration peut demander au recteur de l'académie l'autorisation de créer des sièges supplémentaires en respectant les règles de modifications des statuts et sous réserve de respecter la règle suivante :

- La majorité des sièges (soit la moitié plus un) est occupée par des représentants de l'université.

6.3. Les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Les dépenses engagées par eux dans l'intérêt de la Fondation leur sont remboursées sur présentation de justificatifs dans les conditions et selon les modalités définies par le Conseil d'administration.

ARTICLE 7 : NOMINATION ET RENOUELEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

7.1. Les personnalités qualifiées sont nommées à la majorité simple au scrutin secret par les membres des deux collèges représentant les membres fondateurs pour cinq ans lors de la première réunion constitutive du Conseil d'administration.

En cas de vacance d'un poste d'un administrateur personne qualifiée, les membres des deux collèges représentant les fondateurs désignent une nouvelle personnalité qualifiée, dont le mandat arrivera à expiration à la date où devait s'achever celui de la personne qu'elle remplace.

Les personnalités qualifiées peuvent être révoquées pour motif grave sur décision du Conseil d'administration. La révocation doit être motivée et l'intéressé est préalablement invité à fournir ses explications.

En cas de renouvellement d'un membre du Conseil d'administration (pour cause de décès, d'incapacité ou de démission), les règles prévues à l'article 6.1 et dans le présent article s'appliqueront pour la nomination du nouveau membre pour la durée du mandat restant.

7.2. Les membres fondateurs disposant d'un siège au Conseil d'administration ont un mandat d'une durée d'un an. Les représentants des fondateurs peuvent être révoqués à tout moment par décision du fondateur qu'ils représentent.

En cas de décès, incapacité, démission ou révocation de leur représentant, les membres fondateurs sont tenus de notifier à la Fondation dans les meilleurs délais l'identité de leur nouveau représentant.

7.3. Les membres nommés du Conseil d'administration sortant sont rééligibles (représentants de l'université, représentants des autres membres fondateurs, personnalités qualifiées).

7.4. La liste des membres composant le Conseil d'administration, précisant leurs fonctions, sera transmise au recteur d'académie d'Orléans-Tours. Les changements intervenus dans l'administration ou la direction de la Fondation sont portés à la connaissance du préfet du département et du recteur d'académie dans un délai de trois mois.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTIONS / DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

8.1. Le Conseil d'administration peut prendre toute décision dans l'intérêt de la Fondation.

Notamment :

- Il arrête et modifie, le cas échéant, les actions menées annuellement dans le cadre de la réalisation du programme d'actions pluriannuel,
- Il vote le budget nécessaire au fonctionnement de la Fondation et à la réalisation de son programme,
- Il approuve annuellement les comptes et le rapport d'activité présentés par le Président,
- Il décide des emprunts. Par exception, l'endossement des créances peut être décidé par le Directeur Général,
- Il décide des actions en justice. En cas d'urgence, le Président peut seul agir en justice, décision qu'il fera ensuite ratifier par le Conseil,
- Il désigne parmi ses membres, sur proposition du Président, un ou plusieurs vice-président(s), un trésorier et un secrétaire ; un au moins des vice-présidents appartient au collège des « autres membres fondateurs »,
- Il adopte le règlement intérieur,
- Il accepte les dons, donations et legs,
- Il désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant,
- Il approuve le rapport sur les conventions réglementées au sens de l'article L.612-5 du code du commerce,
- Il peut accorder au Président, en deçà d'un montant qu'il détermine, une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens

meubles et immobiliers, pour l'acceptation de donations et legs, pour la signature de conventions,

Le commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du Conseil d'administration pendant lesquelles sont soumis à l'approbation le rapport d'activité et les comptes annuels.

8.2. Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige, sur convocation écrite du président ou de toute autre personne habilitée par lui, adressée par tous moyens quinze jours au plus tard avant la date de réunion, soit au siège, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Le Conseil d'administration est également convoqué, dans les mêmes conditions, à la demande d'un quart de ses membres en fonction.

L'ordre du jour est fixé par la ou les personnes à l'initiative de la convocation. Un point peut y être ajouté à la demande d'un des membres du Conseil d'administration.

8.3. Le Conseil d'administration est présidé par le Président de la Fondation. En l'absence de celui-ci, le Conseil d'administration est présidé par le vice-président choisi par le Président.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présent ou représenté en début de séance. A défaut de ce quorum, il est procédé à une deuxième convocation, sur le même ordre du jour et le Conseil d'administration délibère alors valablement quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Tout membre du Conseil d'administration peut se faire représenter par un autre membre du Conseil d'administration. Chaque membre du Conseil d'administration peut recevoir deux pouvoirs en sus du sien.

8.4. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés du Conseil d'administration, étant précisé que chaque membre du Conseil d'administration dispose d'une seule voix pour l'exercice du droit de vote ; en cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Toutefois, sont prises à la majorité des deux tiers des membres du Conseil d'administration présents ou représentés :

- les modifications statutaires,
- les majorations du programme d'actions pluriannuel, celles-ci étant à l'initiative des membres fondateurs concernés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont envoyés par courrier pour approbation aux membres du Conseil d'administration. En l'absence de remarque de leur part dans un délai de 30 jours suivant l'envoi du procès-verbal, il est réputé approuvé.

Le président du Conseil d'administration peut inviter toute personne dont il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour.

8.5. Le Conseil d'administration peut décider de la mise en place d'un règlement intérieur destiné à préciser les modalités d'application des statuts. Il est adopté à la majorité simple et en cas de partage des voix, la voix du Président du Conseil d'administration est prépondérante. Ce règlement peut être modifié sur proposition de la majorité simple des membres du conseil d'administration ou sur proposition du Président du Conseil d'administration.

ARTICLE 9 : LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA FONDATION

Le Conseil d'administration désigne à la majorité simple le président de la Fondation.

Le Président représente la Fondation en justice et dans les rapports avec les tiers. Il met en œuvre les décisions du Conseil d'administration et assure la gestion courante.

Il prépare et exécute le Budget.

Il désigne le Directeur Général.

Il peut consentir une délégation de pouvoirs écrite au Directeur Général.

En cas de vacance de la Présidence, un nouveau président est désigné, dans les mêmes conditions, pour la durée du montant restant à courir.

ARTICLE 10 : LE DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général de la Fondation est désigné par le Président.

Il peut bénéficier d'une délégation de pouvoirs définie par le Président. Il rend compte de l'exécution de sa mission au Président. Il peut être responsable de la gestion du personnel par délégation du Président.

ARTICLE 11 : LE CONSEIL DE PROSPECTIVE ET DE STRATEGIE

Un Conseil de prospective et de stratégie, au rôle consultatif, est constitué.

Le Conseil étudie les évolutions à venir dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche au plan national et international, ainsi que les grands enjeux pour le territoire de la région Centre dans la filière Santé & Bien-Être.

La composition du Conseil de prospective et de stratégie ainsi que les modalités de réunions et de délibérations de ce conseil sont fixés par le règlement intérieur de la Fondation.

ARTICLE 12 : CLUB DES FONDATEURS

Le Club des fondateurs se compose d'un représentant de chacun des « autres membres fondateurs » de la Fondation, qui désigne une personne physique. Il a un rôle consultatif d'initiative et de proposition et peut être consulté par le Conseil d'administration pour toute décision engageant la stratégie de la Fondation ou touchant aux membres fondateurs.

Le Club des Fondateurs se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président de la Fondation.

Il entend les rapports d'activité exposés par le Président de la Fondation.

Il désigne en son sein les 6 représentants siégeant dans le « collège des représentants des autres membres fondateurs » du Conseil d'administration de la Fondation.

Le Club des Fondateurs détermine par règlement intérieur selon quelles règles les décisions sont adoptées en son sein et comment est organisée une représentation tournante de ses membres au sein du Conseil d'administration de la Fondation.

ARTICLE 13 : ASSEMBLEE DES DONATEURS

L'Assemblée des donateurs se compose de toute personne physique ou morale qui effectue un don au profit de la Fondation d'un montant supérieur au seuil défini par le Conseil d'administration.

L'assemblée des donateurs se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président de la Fondation.

Elle entend les rapports d'activité exposés par le Président de la Fondation.

Les conditions d'admission des membres donateurs et les modalités de réunion des assemblées sont définies par le Règlement intérieur.

ARTICLE 14 : COMITE DE GESTION

Un Comité de gestion assure la cohérence des activités de la Fondation.

Il est composé du Président, du ou des vice-président(s) et du Directeur Général.

Il se réunit à l'initiative du Président.

ARTICLE 15 : PROGRAMME D'ACTIONS PLURIANNUEL

Les fondateurs s'engagent à contribuer à un nouveau programme d'actions pluriannuel d'une durée de cinq ans et d'un montant total de 215 000 €.

Chaque fondateur s'engage à apporter annuellement le montant mentionné ci-après et selon l'échéancier suivant :

| Membre Fondateur | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Montant total € |
|------------------------|---------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-----------------|
| ACM Pharma | 6000 | 6000 | 6000 | | | 18000 |
| CCI Touraine | 15000 | | | | | 15000 |
| CHIESI | 15000 | | | | | 15000 |
| Cosmetic Valley | 2000 | 2000 | 2000 | | | 6000 |
| Grépic | 5000 | 5000 | 5000 | | | 15000 |
| IMT | 5000 | 5000 | 5000 | | | 15000 |
| INNOTHERA | 5000 | 5000 | 5000 | | | 15000 |
| Laboratoires Chemineau | 6000 | | | | | 6000 |
| LEO Pharma | 5000 | 5000 | 5000 | | | 15000 |
| Novasep | 20000 | | | | | 20000 |
| Polepharma | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 10000 |
| Recipharm | 5000 | 5000 | 5000 | | | 15000 |
| Servier | 20000 | | | | | 20000 |
| Université de Tours | 30000 | | | | | 30000 |
| Total | 141000 | 35000 | 35000 | 2000 | 2000 | 215000 |

Les versements pluriannuels de chaque fondateur sont garantis par une caution bancaire solidaire, les versements uniques par un chèque de banque.

Les versements pluriannuels s'effectuent sur appel de fonds réalisé par la Fondation au 1^{er} janvier de chaque année, le premier appel de fonds ayant lieu à la prorogation de la Fondation.

Si un versement n'est pas effectué par un fondateur dans le mois suivant la date prévue par l'échéancier, une lettre recommandée avec accusé de réception demandant le versement sous quinze jours lui sera adressée par la Fondation avec copie à la banque l'ayant cautionné.

Si ce versement n'est pas effectué par ce fondateur dans le délai imparti, une lettre recommandée avec accusé de réception sera envoyée dans les quinze jours par la Fondation bénéficiaire de la caution bancaire solidaire à la banque ayant consenti la caution qui versera la ou les sommes correspondantes.

Aucun des fondateurs ne peut se retirer de la Fondation s'il n'a pas payé intégralement les sommes qu'il s'était engagé à verser.

ARTICLE 16 : VERSEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout versement complémentaire effectué en dehors du calendrier prévu par le programme d'actions pluriannuel devra être déclaré au recteur de l'académie d'Orléans-Tours sous la forme d'un avenant aux statuts.

La Fondation s'interdit de recevoir tout versement complémentaire avant que la déclaration sous la forme d'un avenant n'ait été transmise au recteur d'académie.

ARTICLE 17 : RESSOURCES

Ressources financières

Les ressources financières de la Fondation comprennent exclusivement :

- les versements des fondateurs ;
- les dons, legs, donations, mécénat de toute personne physique ou morale et des produits de l'appel à la générosité publique ;
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- le produit des rétributions pour services rendus ;
- les revenus de ses ressources ;

Il est justifié chaque année auprès du préfet de département et du recteur d'académie de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions sur les fonds publics accordés au cours de l'exercice écoulé.

Toutes les valeurs mobilières doivent être placées en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n°87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garanties d'avances. Si la Fondation détient des actions des sociétés fondatrices ou des sociétés contrôlées par elles, elle ne peut exercer les droits de vote attachés à ces actions.

Mécénat de compétences

La Fondation peut recourir au mécénat de compétences par une mise à disposition de personnel par une entreprise mécène qui peut prendre la forme d'une prestation de service ou d'un prêt de main d'œuvre. La mise à disposition peut être à durée déterminée.

ARTICLE 18 : DOCUMENTS FINANCIERS

L'exercice social a une durée d'une année correspondant à l'année civile. Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social débute à la date de publication de la prorogation de la Fondation et se clôturera au 31 décembre de la même année.

La Fondation établit chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe.

La Fondation adresse chaque année au préfet de département et au recteur d'académie, au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice écoulé :

- un rapport d'activité
- les comptes annuels
- le rapport du commissaire aux comptes

ARTICLE 19 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Conseil d'administration nomme un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L822-1 du code de commerce. Ils exerceront leurs fonctions dans les conditions prévues par ladite loi.

ARTICLE 20 : MODIFICATION DES STATUTS

Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'après délibération du Conseil d'administration de la Fondation.

Une demande d'autorisation de modification des statuts est demandée par le président du Conseil d'administration au recteur d'académie dans un délai de trois mois. Conformément à l'article 19-1 de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, toute modification de statuts n'entre en vigueur qu'après publication au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'autorisation délivrée par le recteur d'académie.

ARTICLE 21 : DISSOLUTION DE LA FONDATION

La Fondation est dissoute :

- Soit par l'arrivée du terme,
- Soit par le retrait de l'autorisation administrative du recteur,
- Soit par le retrait de l'ensemble des fondateurs, sous réserve qu'ils aient intégralement payé les sommes qu'ils se sont engagés à verser.

Un liquidateur est nommé par le Conseil d'administration lorsque la Fondation est dissoute, soit par l'arrivée du terme, soit à l'amiable par le retrait de l'ensemble des fondateurs, sous réserve qu'ils aient intégralement payé les sommes qu'ils se sont engagés à verser. Si le Conseil n'a pu procéder à cette nomination ou si la dissolution résulte du retrait de l'autorisation, le liquidateur est désigné par l'autorité judiciaire.

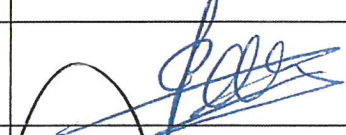



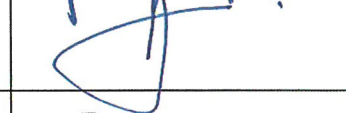

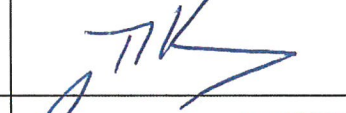
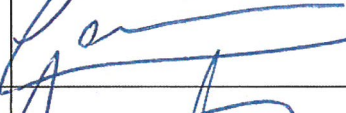

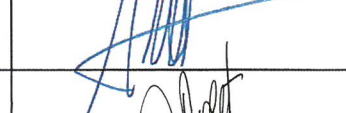
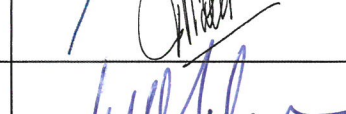
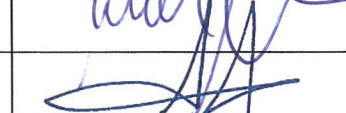
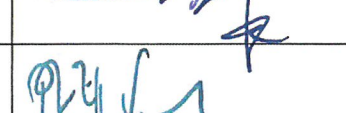
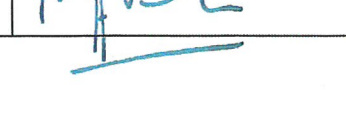
En cas de dissolution de la Fondation, les ressources non employées sont attribuées par le liquidateur à l'une ou à plusieurs de la ou des fondations universitaires ou

partenariales créées par l'Université de Tours. Dans le cas où l'Université ne dispose d'aucune fondation autre que celle en voie de dissolution, les ressources non employées lui sont directement attribuées.

La dissolution de la Fondation ainsi que la nomination du liquidateur sont publiées au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ARTICLE 22 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations pouvant survenir dans l'exécution ou l'interprétation des présents statuts seront soumises au tribunal compétent du ressort du siège de la Fondation.

| Membres fondateur | Représentant | Fonction | Signature |
|------------------------|---|--|---|
| ACM Pharma | Eric PETAT | Président |  |
| CCI Touraine | Philippe ROUSSY | Président |  |
| Chiesi | Franck VILIJN | Directeur Industriel |  |
| Cosmetic Valley | Marc-Antoine JAMET | Président |  |
| Grépic | Franck VILIJN | Président |  |
| IMT | Hervé GALTAUD | Directeur Général |  |
| INNOTHERA CHOUZY | Marc CUDELOU | Directeur d'établissement |  |
| Laboratoires Chemineau | Hubert de PONTBRIAND | Président |  |
| LEO Pharma | François HOUBART | Directeur Opérations Industrielles France |  |
| Novasep | Michel SPAGNOL | Chairman & CEO |  |
| Polepharma | Fabien RIOLET | Directeur Général |  |
| Recipharm | Michel SAUDEMONT Mikael ERICSON | Directeur Général |  |
| Servier | Patrice MARTIN | Directeur des Etablissements Industriels du Loiret |  |
| Université de Tours | Philippe VENDRIX | Président |  |